



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale des affaires maritimes,  
de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)**

Paris, 16 décembre 2024

Service des espaces maritimes et littoraux  
Sous-direction du sauvetage, de la navigation et du  
contrôle

**Le directeur général des affaires maritimes, de la  
pêche et de l'aquaculture**

à

**Monsieur le secrétaire général de l'Organisation  
internationale pour les aides marines à la  
navigation**

**Objet : Candidature de la France au Conseil**

Monsieur le secrétaire général,

Conformément à l'article 7.7 (d) de la Convention et à l'article 3.5 du Règlement général de l'association *mutatis mutandis*, j'ai l'honneur de vous informer de la décision des autorités françaises de présenter la candidature de la France à l'élection du Conseil de l'Organisation internationale pour les aides marines à la navigation pour le mandat 2025-2028, à l'occasion de la première session de l'Assemblée générale qui se tiendra du 18 au 21 février 2025 à Singapour.

La France, qui dispose de la deuxième zone économique exclusive au niveau mondial, est par nature très intéressée par le commerce maritime international et la sécurité de la navigation.

En tant qu'État du port, État du pavillon et État côtier, la France est attachée à la sécurité des navires, des marins et des passagers, ainsi qu'à l'environnement marin, qui dépendent en grande partie de l'efficacité des aides maritimes à la navigation.

La France est un partenaire historique de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM). Membre fondateur et Etat hôte de l'AISM depuis 1957, la France participe activement à ses travaux concernant la sécurité de la navigation internationale. En tant que membre permanent du Conseil de l'AISM depuis sa création, la France a également accompagné le processus de changement de statut de l'AISM afin de devenir l'OIANM et a activement contribué au renforcement de la place de l'AISM au sein de la gouvernance internationale des océans. Forte de sa longue expérience et de son rôle actif dans les instances de l'AISM, la France souhaite continuer à participer de manière constructive au Conseil et à s'impliquer dans l'ensemble de ses travaux.

mer.gouv.fr  
Tour Séquoia

92055 La Défense Cedex

Si la France est élue, elle sera représentée aux réunions du Conseil par moi-même et par :  
Jean-Pascal Devis, sous-directeur du sauvetage, de la navigation et du contrôle, au sein  
de la Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture  
Jean-pascal.devis@mer.gouv.fr  
+33 607836604

La direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA) prie le  
secrétaire général de bien vouloir diffuser ces informations en tant que document de la  
première session de l'Assemblée générale et saisit cette occasion pour lui renouveler l'assurance  
de sa haute considération.

Le directeur général des affaires maritimes,  
de la pêche et de l'aquaculture

Éric BANEL

*Courtesy translation*

Dear Secretary-General,

In accordance with Article 7.7 (d) of the Convention and Article 3.5 of the General Regulations of the association mutatis mutandis, I have the honour to inform you of the decision of French authorities to present France as a candidate for election to the Council of the International Organization for Marine Aids to Navigation for 2025-2028 mandate, on the occasion of the first session of the General Assembly which will be held from February 18 to 21, 2025 in Singapore.

France, world's second-largest exclusive economic zone, is inherently very interested in international maritime trade and navigation safety.

As Port of State, Flag State or Coastal State, France is concerned about the safety of ships, seamen and passengers as well as about the marine environment which all largely depend on effective marine aids to navigation.

As a founding member and host of the International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities (IALA) since 1957, France has been actively participating to its work regarding the safety of international navigation. As a permanent member of the IALA Council, France also supported the process of status change of the IALA to become the International Organization for Marine Aids to Navigation and actively contributed to strengthening the place of the IALA within international ocean governance. Building on its extensive experience and active role in IALA bodies, France wishes to continue to constructively take part in the Council and stay involved in all its works.

Should France be elected it will be represented at Council meetings by myself and by :

Jean-Pascal Devis, Deputy Director of Rescue, Navigation and Control for Directorate general for Maritime affairs, Fisheries and Aquaculture

[jean-pascal.devis@mer.gouv.fr](mailto:jean-pascal.devis@mer.gouv.fr)

+33 607836604

The Directorate general for Maritime affairs, Fisheries and Aquaculture kindly asks the Secretary General to circulate this information as a document of the first session of the General Assembly and takes this opportunity to convey him the renewed assurances of its highest consideration.

The Director General of Maritime  
Affairs, Fisheries and Aquaculture

Éric BANEL